vinetur

Mendoza débloque 6 milliards de pesos supplémentaires pour lutter contre la tordeuse de la grappe

Cette hausse porte à 20 milliards de pesos argentins l’engagement total de la province pour protéger le vignoble en 2026/2027

samedi 14 novembre 2026



Le gouvernement provincial de Mendoza a débloqué 6 milliards de pesos argentins supplémentaires pour sa campagne 2026/2027 contre Lobesia botrana, la tordeuse de la grappe qui représente une menace majeure pour les vignobles de la province, selon le décret 2413 publié au bulletin officiel le vendredi 13 novembre.

Ce nouveau financement s’ajoute à une contribution de 14 milliards de pesos argentins précédemment établie, portant à 20 milliards de pesos argentins le montant total engagé pour la campagne. La mesure a été publiée dans le Boletín Oficial del Gobierno de Mendoza, le journal officiel de la province.

Lobesia botrana figure parmi les ravageurs les plus nuisibles à la production de raisin, car elle s’attaque aux grappes et peut réduire à la fois les rendements et la qualité des fruits. À Mendoza, principale province viticole d’Argentine, les programmes de lutte font régulièrement partie de la politique agricole publique en raison des effets directs du ravageur sur les vignobles et, plus largement, sur l’économie rurale liée au raisin.

Le décret alloue des ressources supplémentaires à la lutte pour la campagne 2026/2027, alors que les viticulteurs se préparent à une nouvelle saison de traitements et de surveillance. Les campagnes provinciales contre la tordeuse reposent généralement sur des actions coordonnées dans les zones de production, notamment la surveillance, la prévention et des mesures de lutte visant à limiter les infestations et à protéger les volumes récoltés.

Bien que le résumé du décret publié au bulletin officiel ne détaille pas la manière dont les nouveaux fonds seront dépensés, cette hausse laisse penser que le gouvernement provincial juge le budget existant insuffisant au regard de l’ampleur de la campagne. Elle indique également que les autorités maintiennent la lutte contre le ravageur au rang de priorité pour la prochaine saison de culture.

La décision dépasse le seul enjeu de la production agricole. La filière viticole de Mendoza dépend d’un approvisionnement stable en raisins et de bonnes conditions sanitaires dans les vignobles. Une lutte renforcée contre les ravageurs peut contribuer à réduire le risque de pertes de récolte, susceptibles d’affecter ensuite les domaines viticoles, les transformateurs de raisins et d’autres entreprises de la filière des boissons. Toute amélioration de la santé du vignoble pourrait aussi soutenir la production de vin et de moût de raisin, deux produits essentiels à l’économie et aux exportations de la province.

Mendoza est depuis longtemps au cœur de la viticulture argentine, et les dépenses publiques destinées à protéger les raisins sont suivies de près par les producteurs, les exportateurs et les entreprises de services agricoles. Les ravageurs du vignoble peuvent accroître les coûts de production, compromettre les objectifs de qualité et entraîner des dépenses privées supplémentaires pour les traitements. C'est pourquoi le financement public des campagnes régionales de lutte revêt souvent une importance qui dépasse les seules interventions sur le terrain.

La publication du décret 2413 s'inscrit dans une tendance plus large : les autorités provinciales mobilisent des outils budgétaires pour pérenniser des programmes de santé agricole considérés comme stratégiques pour la production locale. La question de Lobesia botrana revêt une importance particulière à Mendoza, compte tenu de la concentration des vignobles et du poids de la filière viticole dans l'emploi, les investissements et les ventes à l'étranger.

Avec cette dernière autorisation, la province renforce son soutien financier à l'une de ses principales campagnes de protection des cultures pour le cycle 2026/2027. Les producteurs et les acteurs de la filière vont désormais suivre la manière dont les fonds supplémentaires seront déployés sur le terrain et voir si cette hausse du budget se traduit par une couverture plus large ou des mesures de lutte plus intensives dans les zones les plus exposées au ravageur.